

# Société pédagogique genevoise

## Rapport d'activité

2014/2015

## 1. Billet du président

### 2. Commissions

- Commission paritaire du statut du personnel enseignant – B 5 10.04
- Commission de l'enseignement de l'allemand (CEA)
- Commission du personnel de l'OMP (CP)
- Commission de l'enseignement des mathématiques (CEM)
- Commission cantonale d'éducation routière
- Conseil du service école-médias (SEM) 2014-2015
- Commission paritaire de la formation (COFOEP)
- Commission pédagogique
- Rencontres bilatérales SPG/DGEO
- Commission des moyens d'enseignement, des fournitures scolaires et des équipements (COMEFÉ)
- Commission de liaison direction générale – Service des loisirs éducatifs (SLE)
- Commission de visionnement
- Commission enfants migrants - ELCO
- Commission de fonctionnement de l'enseignement obligatoire
- Groupe de pilotage du réseau d'enseignement prioritaire (REP)

### 3. Groupes de travail et séances diverses

- Groupe de coordination DIP – Université (IUFE)
- Assemblée de l'Institut universitaire de formation des enseignants (IUFE)
- Comités scientifiques des formations complémentaires
- Commission enseignement de l'IUFE pour l'enseignement primaire
- Commission stage et emploi (IUFE)
- Séances entre le comité et la conseillère d'État chargée du DIP
- Séances avec la direction générale de l'OMP (DGOMP)
- Séances avec l'association genevoise des directeurs de l'enseignement primaire (AGDEP)
- Séances avec le groupement des associations de parents du primaire (GAPP)

### 4. Affiliations, partenariats

- Comité du syndicat des enseignants romand (SER/COSER)
- Commission de l'enseignement spécialisé du syndicat des enseignants romands (SER)
- Educateur – rédaction cantonale
- Fédération des enseignants et enseignantes genevois (FEG)
- Comité Cartel Intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné
- Caisse de prévoyance de l'État de Genève (CPEG)
- Fonds d'entraide (FEFP)

### 5. Séances internes

- Comité de la SPG
- Assemblée des délégué-e-s de la SPG (AD)
- Forum annuel SPG
- Assemblée du personnel de l'OMP
- Commission interne de l'enseignement et de l'éducation spécialisés
- Commission interne horaire scolaire
- Commission interne des maître-sse-s de disciplines artistiques et sportives en arts visuels (MDAS AV)
- Commission interne des maître-sse-s de disciplines artistiques et sportives en éducation musicale et rythmique (MDAS EMR)
- Commission interne des maître-sse-s de disciplines artistiques et sportives en éducation physique (MDAS EP)
- Commission interne des enseignant-e-s chargé-e-s du soutien pédagogique (ECSP)
- Site internet
- Membres SPG

### 6. Liste des délégué-e-s

### 7. Rapports des comptes

- Charges d'exploitation au 31 mars 2015
- Produits d'exploitation au 31 mars 2015
- Bilan au 31 mars 2015
- Fonds de lutte au 31 mars 2015
- Soutien juridique au 31 mars 2015
- Rapports des vérificateurs des comptes

### 8. Abréviations et sigles

## Le comité



**Président** Laurent VITE

**Trésorier** Germain Thomas RODRIGUEZ

**Membres** Catherine DECHEVRENS – Carine GUEx – Isabelle MAULINI  
Valérie PRIMATESTA GAUD – Claire RAGNO PAQUIER – Melissa RAHAL  
Germain Thomas RODRIGUEZ – Yann VOLPE

**Secrétaire** Coralie BRAITO

**SPG** 14, bd Georges-Favon – 1204 Genève

Correspondance: Case postale 5434 – 1211 Genève 11  
Tél. 022 329 26 60 – Fax 022 320 67 63

E-mail: [spg@geneva-link.ch](mailto:spg@geneva-link.ch) – [secretariat-spg@infomaniak.ch](mailto:secretariat-spg@infomaniak.ch)

Site SPG: [www.spg-syndicat.ch](http://www.spg-syndicat.ch)



**Laurent Vité,**  
président de la SPG

# Quand le politique s'en mêle...

Cette année aura été marquée par la volonté fortement marquée au parlement de prendre des décisions concernant l'école primaire. On s'en serait bien passé! Attaques sur les postes en lien avec le budget 2015, réduction de l'encadrement avec la motion demandant que les directrices et directeurs travaillent pour moitié de leur temps dans les classes, réduction de la formation des enseignant-e-s primaires à 3 ans. Jusqu'où cela ira-t-il? La SPG fait front, résiste. La mobilisation a été très forte lors des grèves de décembre et janvier et chose réjouissante, les adhésions ont pris l'ascenseur! 60 environ durant le mois de décembre. Il n'empêche que l'avenir s'annonce sombre. Si la formation initiale devient un simple bachelor, la profession sera dévalorisée; les enseignant-e-s seront moins bien formé-e-s, alors qu'on leur confie de plus en plus de tâches. On peut également craindre qu'à terme, le parlement s'en prenne à nos salaires, certain-e-s député-e-s cherchant continuellement à diminuer la masse salariale et elles/ils ont là une occasion unique de le faire à «bon compte». La représentation de l'école des petits ne méritant que des petits moyens a la vie dure. C'est un combat difficile que nous devons mener en faisant flèche de tout bois sans relâche. Cela veut dire aussi que la SPG doit se renforcer dans toutes ses instances! Le comité doit trouver de nouveaux membres; certain-e-s collègues sont là depuis longtemps et souhaitent passer la main et certain-e-s quittent le comité cette année pour souffler quelque peu après un engagement assez intense, et le président est dans son troisième mandat. Même en dehors du comité, ce sont un peu toujours les mêmes personnes que nous sollicitons pour des délégations; la diversité est importante pour renouveler la force de notre association. Il est important que d'autres se lèvent pour prendre le relais! De même, nous cherchons toujours des délégué-e-s pour la commission romande de l'enseignement spécialisé et pour l'assemblée des délégué-e-s du SER. Nos instances romandes sont importantes, nous devons être présent-e-s pour construire les dossiers avec nos collègues des autres cantons. D'autant plus que certaines impasses genevoises trouveront peut-être des solutions via des décisions prises pour l'ensemble de l'espace romand de la formation. Nous avons également besoin de délégué-e-s au CARTEL intersyndical, dont l'activité est essentielle pour défendre nos intérêts. Caisse de retraite, statut du fonctionnaire, augmentation du nombre de postes sont autant de dossiers dans lesquels les membres du bureau et du comité du CARTEL ne ménagent pas leurs efforts; elles/ils doivent être soutenu-e-s par une présence forte des associations pour des combats qui restent très complexes à conduire.

Ce billet est toujours pour moi l'occasion de remercier vivement toutes celles et tous ceux qui s'engagent dans nos assemblées de la SPG et du SER, qui sont présent-e-s au CARTEL, participent aux manifestations ou aux nombreuses séances, donnent leurs points de vue, etc. Tout cela permet à la SPG de construire des positions à défendre en faveur de toutes et tous les enseignant-e-s primaires.

Je tiens évidemment à remercier particulièrement les membres du comité, qui travaillent à un rythme soutenu. Véritable groupe de confiance du président, indispensable à son action. Merci spécial également au bureau de l'AD, qui a pris en main notre assemblée avec une belle énergie tout au long de cette année. Merci aussi au bureau, notamment à Coralie Braitto notre secrétaire, qui nous quitte pour consacrer son temps à sa vie de famille. Une nouvelle personne commencera en septembre.

La SPG, c'est l'ensemble de ces personnes qui œuvrent plus ou moins au grand jour et permettent d'assurer la masse de travail impressionnante dont vous trouverez le résumé dans ce rapport d'activité. Un immense merci à tous.

(lvé)

## 2. Commissions

### Commission paritaire du statut PE (B 5 10.04)

Comme chaque année, le très important accord sur l'emploi a pu être discuté et signé dans le cadre des travaux de cette commission. Cet accord permet notamment aux enseignant-e-s de tous les degrés de choisir leur temps de travail librement, sans pression à la hausse ou à la baisse, pour autant que le marché de l'emploi l'autorise. Nous avons également discuté et adopté le cahier des charges de l'enseignant-e spécialisé-e qui a ensuite été signé par la conseillère d'État pour une entrée en vigueur à la prochaine rentrée. Pour le reste, de nombreux objets de travail ont concerné surtout nos collègues du secondaire, ce qui est bien dans la mesure où nous profitons aussi de certaines avancées. (lvé)

### Commission de l'enseignement de l'allemand (CEA)

Cette année, la commission ne s'est pas réunie.

### Commission du personnel de l'OMP (CP)

La réforme de l'OMP, annoncée par la conseillère d'État le 24 juin 2014, prend en compte une bonne partie des 54 propositions élaborées par la CP et validées par l'Assemblée du personnel. Ainsi, il n'y aura pas d'introduction de responsables dans les regroupements de classes spécialisées, mais des coordinatrices et coordinateurs, dont le mandat reste à définir. L'enquête interne, elle aussi souhaitée, a confirmé certains dysfonctionnements dénoncés depuis longtemps et l'organigramme de la direction a été revu. Vu le retard pris ces dernières années, nombre de cahiers des charges sont soit juste validés, et pourront entrer en vigueur à la rentrée 2015, soit doivent encore être discutés. L'accord avec le DIP, revendiqué également dans les 54 propositions, au sujet de l'organisation de la rentrée et des affectations, a été signé pour la 2e année consécutive. (obd)



Olivier Baud

### Commission de l'enseignement des mathématiques (CEM)

Après une année «blanche» sans rencontre, une séance de la CEM a eu lieu en automne dernier. Elle a réuni un très grand nombre de délégué-e-s. Cette séance a surtout été une reprise de contact avec les directrices adjointes de la DGEO et du postobligatoire qui ont présenté un plan d'action en quatre axes: renforcer la cohérence des parcours de formation et des pratiques d'évaluation, valoriser les mathématiques et les sciences auprès des filles, faire évoluer les pratiques vers les filières scientifiques et développer la formation continue. Il a été proposé de constituer une commission «Sciences de la Nature»; ce qui permettrait une articulation avec la CEM dans la concrétisation du plan d'action prévu. Une prochaine convocation de la CEM devrait avoir lieu en mai 2015. (cgx)

### Commission cantonale d'éducation routière

Cette commission ne s'est pas réunie cette année. (mpt)

### Conseil du service écoles-médias (SEM) 2014-2015

Le Conseil du SEM s'est réuni à trois reprises pour traiter, auprès des écoles des trois degrés, les points relevant des missions du SEM, à savoir l'enseignement des MITIC et par les MITIC. Parmi les points concernant essentiellement l'enseignement primaire, l'École en ligne se met en place avec un accès simplifié et à l'identifiant unique et identique à celui de la messagerie DIP. Le processus de demande de la création de sites et autres blogs est soumis à

## 2. Commissions

la seule autorisation de la direction de l'établissement (prévoir un délai de deux semaines pour l'ouverture d'un blog). En raison des choix budgétaires du DIP revus à la baisse, le renouvellement des appareils informatiques sera dorénavant effectué tous les sept ans (au lieu de cinq ans). Les enseignant-e-s chargé-e-s de soutien pédagogique devraient toutes/tous avoir reçu leur poste informatique d'ici l'été 2015. L'équipement informatique prévu de toutes/tous les enseignant-e-s (MS AV et Mu compris) et l'accès au wifi pour toutes les écoles sont des priorités qui devraient à court et moyen termes réduire considérablement la fracture numérique entre les établissements de l'enseignement primaire. *(mht)*



Marc Houvet

### Commission paritaire de la formation (COFOEP)

La Commission de la formation s'est réunie 5 fois cette année. Les offres catalogue et les formations en établissement sont coordonnées entre les formateurs de l'IUFE et le DIP de manière satisfaisante. La première édition du CAS en soutien pédagogique s'est très bien déroulée.

Une nouvelle édition va s'ouvrir. Le DAS des maître-sse-s de disciplines spéciales est davantage mis en cause par les étudiants et par l'employeur: il fait l'objet d'aménagements auxquels la SPG est très attentive. Le CAS pour formatrices et formateurs de terrain est toujours au point mort, par défaut de financement. Finalement, un DAS destiné aux généralistes suppléants a été mis en place cette année. Un groupe de travail a été mis en place pour réfléchir à la polyvalence des MDAS. *(imi)*

### Commission pédagogique

À la demande insistante du comité de traiter de l'évaluation dans le cadre de la commission pédagogique, toutes les séances depuis janvier traitent de ce sujet. Les ordres du jour sont chargés: poids de l'évaluation, surcharge de travail, nombre d'évaluations par rapport au temps d'enseignement, évaluation sommative de l'Anglais dès la première année, les pratiques d'évaluation en division élémentaire, en lien avec le nouveau bulletin 1P / 2P, etc. Nos revendications paraissent être entendues, pourtant le SEESE estime qu'il y a dans le document de liaison, par exemple, de multiples propositions pour pratiquer une évaluation qui correspond au règlement genevois. Convaincre la DGEO et obtenir les changements proposés par la SPG vont être les enjeux des prochaines rencontres de cette commission. *(cgx)*

### Rencontres bilatérales SPG / DGEO

D'une année sur l'autre les sujets sont récurrents car il est essentiellement traité des conditions de travail des enseignants dans cette commission. La SPG y reçoit beaucoup d'informations telles la reconfiguration des établissements et la diminution drastique du nombre de directives par exemple, mais elle insiste régulièrement sur des sujets épineux. Ainsi le programme informatique (GECO) permet enfin d'alléger le travail administratif. Demandé depuis longtemps, un groupe de travail mandaté pour traiter des conditions de travail des MDAS sera mis sur pied ce printemps. C'est aussi dans cette commission que nous relayons les problématiques soulevées par l'introduction du mercredi matin et la mise en place des enseignant-e-s complémentaires (voltigeurs).



Carine Guex

*(cgx)*

## 2. Commissions

### Commission des moyens d'enseignement, des fournitures scolaires et des équipements (COMEFE)

La COMEFE s'est réunie en séance plénière le 28 octobre 2014 en présence des membres de la direction générale, de la CCA, de l'EC-DIP, du cycle d'orientation et des délégué-e-s SPG. C'était l'occasion pour l'EC-DIP de donner des informations et pour les membres SPG de comprendre la structure de la commission. À part les peintures textiles, aucun autre article n'a été testé cette année. L'EC-DIP invite les enseignant-e-s à lui faire des suggestions, des remarques ou des demandes. Il y a, à cet effet, une boîte à suggestions à l'économat. On peut aussi utiliser le mail. Il manque toujours et encore un/e délégué-e SPG du spécialisé. La prochaine séance plénière est agendée pour le 26 mai. (Ape)



Adolfo Ponte

### Commission de liaison direction générale – Service des loisirs éducatifs (SLE)

Depuis octobre 2013, ni la DGEO, ni le SLE n'ont convoqué cette commission, malgré le chantier ouvert mais gelé d'une nouvelle directive unique pour toute sortie, sensée rendre plus lisibles les règles concernant les conditions-cadres, la sécurité, le financement et la validation par la hiérarchie. Les membres SPG de cette commission sont inquiet-e-s du devenir de cette directive. La SPG souhaiterait également pouvoir intervenir de façon constructive concernant notamment les changements qui sont intervenus dans la gestion des maisons mises à disposition pour des camps. Elle demande donc une réactivation urgente du lien DGEO-SLE. (mpt)

### Commission de visionnement

La commission a expérimenté un nouveau mandat sous la forme d'un appel à projet destiné à tous les organismes et acteurs culturels hors convention.

Trois critères principaux: les projets doivent viser prioritairement les degrés de 1P à 4P, se singulariser de ce qui est conduit par les titulaires ou les MDAS et tenir compte des contraintes logistiques des établissements scolaires.

La commission a examiné une trentaine de dossiers sous les angles suivants: l'originalité du projet artistique et son contenu, l'adéquation à l'âge du public, la faisabilité technique, la dimension formatrice pour le corps enseignant, le coût, et la complémentarité avec l'offre de saison. Ce nouveau fonctionnement s'est révélé être très stimulant pour tous les membres de la commission. (cta)

### Commission Enfants migrants – ELCO

La commission accueille de nouvelles associations: libanais, croate, latino-américain et russe. Elles sont 14, certaines subventionnées par le BIE. Des activités se poursuivent: l'accueil des élèves et leurs parents allophones de 1P; pour les enseignant-e-s LCO, l'information sur le système scolaire genevois, sur les projets de collaboration et l'accès à la formation continue; les fiches d'activités de la journée européenne des langues. La commission collabore à l'organisation d'un Forum sur la valorisation des langues d'origine, ainsi qu'à l'élaboration d'une nouvelle pochette de poèmes. Suite au bulletin scolaire électronique, les évaluations avec commentaires des cours LCO seront transmises aux titulaires qui devront introduire les données... sans discussion au préalable avec la SPG! (grz)



Germain Thomas Rodriguez

## 2. Commissions

### Commission de fonctionnement de l'enseignement obligatoire

Il n'y a pas eu de convocation de cette commission qui, après une première séance de mise en route, a été abandonnée sous cette forme. Cela est regrettable dans la mesure où c'était une des seules commissions où parents, enseignant-e-s, directrices et directeurs et DGEO se retrouvaient autour de la même table de discussion.

En lien avec la reconfiguration des établissements et de tous les impacts liés à cette décision, quelques séances ont eu lieu avec un représentant du GAPP, de l'ADGEP et de la SPG. Est-ce le début de quelque chose de nouveau qui prendrait lieu et place de cette commission du fonctionnement? C'est à souhaiter en tout cas, parce que la dixième reconfiguration des établissements bouscule une fois de plus l'ensemble du fonctionnement de l'enseignement primaire!  
(lvé)

### Groupe de pilotage du réseau d'enseignement prioritaire (REP)

La conseillère d'État n'a pas voulu poursuivre ce groupe de pilotage. La problématique de l'enseignement prioritaire a été reprise en main par la direction générale. C'est maintenant la directrice générale adjointe qui est en charge de ce dossier depuis le départ du directeur qui a mis en place le REP et a suivi le dossier dès le début. La SPG doit donc se montrer vigilante également, pour que la politique de l'enseignement prioritaire ne soit pas abandonnée à elle-même et pour qu'elle retrouve une certaine dynamique.  
(lvé)

## 3. Groupes de travail et séances diverses

### Groupe de coordination DIP – Université (IUFE)

C'est un groupe de travail qui a encore dû parler passablement de problèmes liés à la formation des enseignant-e-s secondaires. Ces dysfonctionnements constatés sont dommageables pour le primaire. Ils ne concernent que le secondaire, mais le grand public comme les député-e-s fait l'amalgame et pense que tout va mal à l'IUFE, au secondaire comme au primaire. Plusieurs dossiers ont été renvoyés dans des sous-commissions ou groupes de travail ad hoc; ainsi, suite à la motion acceptée au Grand Conseil, la formation initiale du primaire est revue dans un groupe spécifique, qui travaille à un rythme soutenu. Les formations complémentaires pour les MDAS, les ECSP et les suppléant-e-s sont suivies dans des comités scientifiques spécifiques à chaque programme. À terme, il est question de n'avoir qu'un comité scientifique de suivi, ce qui limiterait le nombre de séances.  
(lvé)

### Assemblée de l'Institut universitaire de formation des enseignants (IUFE)

L'Assemblée continue de s'occuper principalement de la formation des enseignant-e-s secondaires: celle-ci a été mise en cause par voie de presse, principalement à propos des conditions d'admission aux études et aux stages en emploi.

La formation des enseignant-e-s primaires pourrait cependant occuper davantage d'espace prochainement, du fait de la motion 02194 demandant de raccourcir les études d'une année.

(imi)



Isabelle Maulini

### 3. Groupes de travail et séances diverses

#### Comités scientifiques des formations complémentaires

Les formations continues ou complémentaires pour les ECSP et les suppléant-e-s sont bien en place. Les comités scientifiques qui assurent le suivi de ces programmes se sont réunis d'une part pour continuer d'organiser ces formations, d'autre part pour envisager leur avenir. Pour les MDAS, les critiques de la SPG, respectivement de la direction générale, semblent enfin porter leurs fruits. De nombreux problèmes ont été signalés et les formatrices et formateurs universitaires vont apparemment en tenir compte. Les améliorations souhaitées devraient voir le jour l'année prochaine. Nous avons demandé entre autres choses que la rentrée soit différée de six mois pour permettre aux jeunes collègues d'entrer dans le métier sans la pression d'études à devoir mener en parallèle. Nous avons également demandé que les exemples utilisés en cours se réfèrent explicitement aux élèves du primaire et pas uniquement à des situations d'enseignement au secondaire. *(lvé)*

#### Commission enseignement de l'IUFE pour l'enseignement primaire

Les discussions portent régulièrement sur les contenus de la formation initiale et leurs liens avec les besoins du terrain et les attentes des étudiant-e-s. Les travaux sont cependant suspendus jusqu'en octobre 2015, parce que les partenaires impliqués (DGEO, UniGe, SPG, ADEFEP) se rencontrent de manière intensive dans le groupe de travail institué par la présidente du DIP et chargé de produire différents scénarios de formation en réponse à la motion parlementaire M02194. Les discussions portent bien sûr sur la durée des études, mais aussi sur les manières d'organiser l'alternance entre l'Université et le terrain scolaire. *(imi)*

#### Commission stage et emploi (IUFE)

La commission in corpore s'est réunie à deux reprises. Afin de régler le plus efficacement possible les affaires courantes, il a été décidé de déléguer des tâches à un bureau. Les discussions ont essentiellement porté sur l'appel d'offres et la procédure de recrutement des FT, la finalisation d'un contrat-type pour les FT et d'un mandat pour la Commission, le statut des stagiaires (remplacement, rémunération, formation continue). On observe des difficultés de recrutement pour certains modules (particulièrement les didactiques). Un site Web destiné en priorité aux FT et aux étudiant-e-s a été conçu, notamment pour préparer l'organisation des temps de terrain. Pour la première fois, l'OMP a bloqué l'accès à certains stages EAT2. Des mesures ont été mises en place pour tenter de réguler cette situation. *(cta)*



Catherine Tinivella

#### Séances entre le comité et la conseillère d'État chargée du DIP

Depuis la rentrée scolaire, la conseillère d'État rencontre l'ensemble des associations l'une après l'autre dans la même demi-journée. Par conséquent, le temps consacré aux thématiques spécifiques à chaque degré d'enseignement est court, il est donc difficile de traiter tous les sujets.

La SPG a questionné et débattu à propos du nouvel horaire scolaire, de l'introduction de l'anglais, et a surtout fortement alerté la conseillère d'État à propos des deux motions lancées par les député-e-s contre l'enseignement primaire: prise en charge partielle d'un temps d'enseignement par les directrices et directeurs, suppression d'une année de formation initiale à l'IUFE pour l'enseignement primaire. S'il nous paraît avoir été soutenu, l'inquiétude persiste car ces motions ayant été acceptées, il faudra in fine aboutir à un projet de loi. *(cgx)*

### 3. Groupes de travail et séances diverses

#### **Séances avec la direction générale de l'OMP (DGOMP)**

L'organisation de la direction de l'OMP a passablement changé fin décembre. Cela a amené des perturbations importantes dans la concertation qu'on espère n'être que passagères. Pour l'instant, les séances avec les syndicats ont lieu en présence du secrétariat général. Plusieurs chantiers importants ont connu des avancées significatives: la charge de travail des éducatrices et éducateurs a été reconnue à sa juste valeur par une étude dont la qualité a été saluée par tous; l'accord qui définit les conditions de mobilité du personnel de l'OMP a été renouvelé pour cette année, ce qui devrait permettre aux équipes de vivre une fin d'année scolaire à peu près calme; des groupes ont été constitués pour finaliser le cahier des charges des éducatrices et éducateurs, des responsables pédagogiques et des coordinatrices et coordinateurs pédagogiques des regroupements de classes spécialisées. L'ensemble devrait entrer en vigueur à la prochaine rentrée... dans les prévisions les plus optimistes! Un groupe de travail sur la charge de travail des enseignants a également pu commencer à réfléchir sur l'harmonisation des horaires dans les CMP, qui reste un véritable problème pour certain-e-s collaboratrices et collaborateurs dont la charge de travail s'avère être très lourde. (lvé)

#### **Séances avec l'association genevoise des directeurs de l'enseignement primaire (AGDEP)**

Le comité a rencontré deux fois le comité de l'AGDEP lors de séances régulières. Les menaces sur les postes ont incité les directrices et directeurs à sortir un peu plus du bois au mois de décembre. Nous avons pu mener une conférence de presse commune pour dénoncer la diminution du nombre de directrices et directeurs, avec le GAPP. Nous avons pu nous retrouver sur certains points de l'analyse du système et envisageons de porter un message sur une plateforme commune afin de tirer à la même corde afin de défendre un avenir de qualité pour l'école genevoise. À voir ce que donnera à l'avenir ce resserrement de nos positions. (lvé)

#### **Séances avec le groupement des associations de parents du primaire (GAPP)**

Nous avons pu avoir plusieurs rencontres avec le comité du GAPP cette année. L'exercice de nos discussions a été de tenter de travailler plus avec nos convergences que de débattre sans fin de ce qui nous sépare. Nous avons donc décidé, dans la foulée de la conférence de presse commune du mois de décembre, de nous réunir pour affirmer nos points rassembleurs pour l'avenir de l'école. Une action de communication est prévue pour la rentrée scolaire d'août 2015. Cela a ramené une certaine sérénité dans nos relations et nous permet de faire front dans une période difficile pour l'école primaire. (lvé)

### 4. Affiliations, partenariats

#### **Comité du syndicat des enseignants romands (SER /COSER)**

Les séances se poursuivent au même rythme qu'habituellement à raison d'une séance par mois environ. Certaines manifestations prennent petit à petit place dans le calendrier; ainsi en va-t-il de la journée nationale de l'éducation, qui a lieu tous les deux ans à Berne; cette année, elle vivra sa troisième édition et reviendra sur le thème du dialogue entre politicien-ne-s et enseignant-e-s. Une conférence de presse de rentrée intervient également chaque année à la mi-août, avant toutes les rentrées scolaires des cantons romands. Après l'apprentissage des

## 4. Affiliations, partenariats

langues, les moyens à investir dans l'éducation, cette année, elle abordera la problématique de la formation des enseignant-e-s. Outre les séances du COSER, le président de la SPG est engagé dans la commission de gestion du SER et dans différents groupes de réflexion sur des problématiques romandes qui concernent également fortement la SPG. Enfin, il participe également à des discussions dans les instances de la CIIP pour faire entendre la voix de la SPG et du SER. (lvé)

### Commission de l'enseignement spécialisé du syndicat des enseignants romands (SER)

Nous n'avons que peu de retours de cette commission, parce que nous manquons d'un-e délégué-e depuis plusieurs années déjà. C'est dommage parce que l'expérience genevoise dans le domaine de l'enseignement spécialisé et de l'inclusion scolaire serait intéressante pour les échanges au sein de cette commission. Les volontaires peuvent s'annoncer au secrétariat. (lvé)

### Educateur et rédaction cantonale

Le président et la rédactrice cantonale collaborent avec la rédactrice en chef pour les pages cantonales. Les regards différents amènent une certaine variété que nous espérons profitable au lecteur. D'autres contributions sont toujours les bienvenues, alors si votre plume vous démange, n'hésitez pas à gratter le papier! (lvé)

### Fédération des enseignants et enseignantes genevois (FEG)

Associée à toutes les actions du Cartel, la FEG mène aussi des négociations difficiles avec le DIP et la conseillère d'État. Les accords signés par le Conseil d'État précédent ont finalement été avalisés par le nouveau. Toutefois, les problèmes budgétaires récurrents affectent systématiquement les besoins et les projets du DIP: les moyens manquent pour l'école inclusive, pour des collègues et des ECG surchargés, ils diminuent pour le CO. Quant à l'enseignement primaire, il subit deux motions parlementaires visant à dévaloriser la profession, ainsi la remise en cause des quatre années de la formation primaire à l'université et la refonte de l'IUFE sont des sujets très préoccupants. Toutes ces problématiques sont traitées au sein de la FEG, bien qu'elles soient discutées dans des groupes de travail indépendants les uns des autres. (cgx)

### Cartel intersyndical du personnel de l'État et du secteur subventionné

L'activité du Cartel a été particulièrement intense cette année. Deux grèves, des manifestations ont nécessité un gros travail de coordination du comité et du bureau, ainsi que des consultations régulières de l'Assemblée des délégué-e-s. Nous avons également organisé plusieurs assemblées du personnel qui ont été très suivies pour certaines.

Une campagne d'information à la population sur le thème «quels moyens pour quelles prestations?» a mobilisé passablement de collègues de la SPG. Enfin, une journée d'information et de formation syndicale a été mise sur pied pour parler de la fiscalité et de la dette qui a vu la participation de plusieurs collègues primaires. Il est essentiel que la SPG s'implique fortement dans ces activités, parce que nous sommes l'une des plus importantes associations du Cartel. Nous espérons toujours que plus de personnes participent aux Assemblées des délégué-e-s, nous peinons malheureusement à faire le plein des sièges qui nous sont impartis. (lvé)



## 4. Affiliations, partenariats

### Caisse de Prévoyance de l'État de Genève (CPEG)

D'après les chiffres estimés au 31 décembre 2014, le rendement annuel des capitaux de prévoyance s'est élevé à 6,9% et celui immobilier à 5,2% (dont 0,5 % d'évolution de la valeur). Le degré de couverture global était de 61,7%. Par ailleurs les retraites n'ont pas été indexées. L'année écoulée a été marquée par le départ du directeur, M. Damien Bianchin; son successeur, M. Christophe Decor, auparavant responsable de la division Assurance à la CPEG, a pris ses fonctions le 1er mars 2015. Le nouveau site internet a été mis en ligne au début du mois janvier 2014. Il est possible aujourd'hui, grâce à un simulateur, de calculer sa pension projetée entre 58 et 65 ans. Enfin, les magistrats du pouvoir judiciaire ont rejoint la CPEG. Il s'agit de 350 assuré-e-s actives/actifs et d'environ 50 pensionné-e-s.

(fla)



François Lligona

### Fonds d'Entraide de l'Enseignement Primaire (FEEP)

Durant l'année civile 2014, le comité du Fonds d'Entraide de l'Enseignement Primaire composé de 6 personnes, s'est réuni 7 fois pour traiter 13 demandes. La somme totale des prêts se monte à environ Fr. 180'000.-, soit une diminution de 40% par rapport à l'an dernier. Le comité assure le suivi des dossiers et le bon fonctionnement du Fonds tout en respectant la plus stricte confidentialité au sujet des demandeurs. Il souhaiterait vivement être renforcé par un ou deux nouveaux membres. Les informations concernant ce Fonds d'Entraide ainsi que ses coordonnées peuvent être consultées sur le site de la SPG.

(mft)



Martine Francart

## 5. Séances internes

### Comité de la SPG

Les candidat-e-s sortant-e-s du Comité qui se sont représenté-e-s pour un mandat de deux ans ont été réélu-e-s à une très large majorité aux élections de mai 2014 par l'Assemblée générale. Ce nouveau comité a donc repris le flambeau pour deux ans.

Ses membres se rencontrent une fois par semaine pour discuter des demandes émises par les Assemblées des délégué-e-s et construire formellement les arguments de leurs revendications (horaire scolaire, moyens au primaire, mesures dys, etc.). Ils transmettent les positions SPG aux différents partenaires lors de commissions dans lesquelles ils interviennent. Cette année, le comité a suivi au plus près les projets politiques visant des restrictions budgétaires et leurs conséquences sur les salaires et les ressources. Il a aussi débattu d'un grand thème lors de son séminaire d'automne, à savoir, celui de l'évaluation. À ce sujet, il a organisé au printemps 2015 un FORUM et a obtenu de la Conseillère d'État de mettre sur pied une commission de l'évaluation DGEO-SPG. Afin de mieux communiquer avec son public, le comité a décidé de moderniser son dépliant publicitaire et a ouvert un compte Facebook où il relaie l'actualité.



Valérie Primatesta  
Gaud

(vpgd)

## 5. Séances internes

### Assemblée des délégué-e-s de la SPG (AD)

Un nouveau bureau de 5 personnes a repris l'organisation de l'AD en la rendant plus autonome. Il a voulu valoriser la parole de la base en offrant un plus large espace aux échos des écoles. Les délégué-e-s ont joué le jeu et tenu compte des thèmes annoncés dans les ordres du jour des cinq séances annuelles pour consulter leur équipe et parler en leur nom. Les débats ont concerné entre autres les boycotts votés en juin 2014, l'introduction du mercredi matin, des nouveaux moyens d'enseignement (MER), de l'anglais et son évaluation précoce, et le sondage à propos du journal «Educateur». Les grèves de décembre et janvier ont été l'occasion de mener une réflexion sur la mobilisation, de nombreuses idées de diverses formes de grèves, boycotts ou autres manifestations ont été dégagés; catalogue à reprendre pour les futures actions. Les assemblées ont aussi été nourries des infos du comité et d'un point régulier sur le fonctionnement de l'OMP.



Marina Pot

### Forum annuel SPG

Après deux ans d'absence, le 25 mars 2015, la SPG a organisé son Forum annuel sur le thème des enjeux de l'évaluation. L'objectif était de pouvoir débattre autour du comment alléger le poids de l'évaluation pour renforcer les bonnes pratiques d'enseignement – apprentissage. Walther Tessaro, chargé d'enseignement à la FAPSE sur l'évaluation, est intervenu en première partie pour donner un cadre théorique et développer différents concepts. Ensuite, le travail s'est poursuivi exclusivement avec les membres de la SPG



à travers quatre ateliers dans le but de poser les actes du Forum. Ces actes constitueront les orientations futures à défendre pour la SPG. Cependant, le taux de participation au Forum a été très faible: une trentaine de membres étaient présents.

### Assemblée du personnel de l'OMP

Cette année, les Assemblées du personnel ont été organisées par la commission du personnel de l'OMP, seule. La collaboration qui avait prévalu à cet égard depuis 2010 avec les syndicats a été abandonnée. En effet, autant le DIP que certain-e-s collègues estimaient qu'il y avait une confusion. La distinction a donc été opérée mais les sujets abordés sont restés en lien avec les conditions de travail pour l'essentiel. Par ailleurs, les syndicats, qui désignent des délégué-e-s dans les groupes de travail ad hoc, ont été invités à assister à la 19e Assemblée qui traitait entre autres des projets de cahiers des charges des diverses fonctions pédo-éducatives représentées au sein de l'office. L'Assemblée a pu aussi s'opposer à des éléments de la réforme contestables (postes d'adjoints de direction par exemple). Le personnel a pris acte avec satisfaction du fait que les résultats des enquêtes SRED et Evaluanda (ATE IV et V) affirment, comme la CP et les syndicats l'avaient fait bien avant, que les enseignant-e-s spécialisé-es et les éducateurs et éducatrices sociaux/ales effectuent largement les 1800 heures dues par année à l'État de Genève.

## 5. Séances internes

### **Commission interne de l'enseignement et de l'éducation spécialisés**

Nous avons tenu nos séances habituelles. Ces séances sont essentielles pour avoir l'avis des personnes sur le terrain, pour faire remonter les problèmes afin de pouvoir en discuter avec la direction, même si pour l'instant les rencontres avec la direction et les syndicats sont mises entre parenthèses. Nous avons donc pu aborder les questions de cahiers des charges, des horaires des CMP. Nous discutons également beaucoup du quotidien des personnes présentes, ce qui permet de mieux identifier les problèmes. Une des questions qu'il faudra reprendre est celle de la diminution progressive (et programmée?) des regroupements de classes spécialisées. Cela dit, il est dommage que peu de collègues viennent à ces séances, qui restent ouvertes à tous les membres. *(lvé)*

### **Commission interne horaire scolaire**

Cette commission ne s'est pas réunie cette année, mais devrait rester en stand-by pour maintenir une grande vigilance face à de nouveaux changements qui pourraient intervenir à moyen terme. L'introduction du mercredi matin à la rentrée 2014 a été soulevée dans le cadre des assemblées des délégué-e-s (AD).

Il y a été relevé la fatigue des élèves, la perte d'heures de compensation (jour de rentrée, journées sportives et autres sorties, formations continues, etc.), les problèmes d'organisation de visites à l'extérieur et les difficultés des voltigeurs. Un sondage a mis en évidence qu'une majorité de collègues bénéficie d'une demi-journée bloc de compensation, mais que les vœux des enseignant-e-s ne sont pas toujours entendus; 40% des établissements sondés acceptent les 50 minutes ajoutées à l'horaire des matinées. *(mpt)*

### **Commission interne des maître-sse-s de disciplines artistiques et sportives en arts visuels (MDAS AV)**

La commission interne MDAS/AV s'est réunie 3 fois cette année. Le redéploiement des collègues dans les établissements et l'organisation des horaires avec le mercredi matin n'ont pas été sans difficulté ni sans douleur. Certain-e-s MDAS ne peuvent plus enseigner les trois périodes de l'après-midi (difficulté pour prendre sa décharge âge entre autres). Une journée de formation continue pour les MDAS/AV a enfin été obtenue.

Le boycott des heures au cachet, qui devaient remplacer les heures spécifiques, a été très bien suivi. Un bilan devra être fait sur l'impact de cette suppression (fréquentation des musées par les classes, etc.). La SPG continue à demander la révision du cahier des charges depuis la suppression des heures spécifiques. Elle insiste toujours pour doter les MDAS/AV d'ordinateurs. *(dklc)*

### **Commission interne des maître-sse-s de disciplines artistiques et sportives en éducation musicale et rythmique (MDAS-EMR)**

En 14-15, la SPG a rencontré les délégué-e-s EMR à deux reprises pour traiter des sujets concernant la polyvalence rythmique-musique, le co-enseignement, le cahier des charges par rapport à la suppression des activités spécifiques, la demande de budget matériel et économat pour les MDAS-EMR. Les délégué-e-s, avec l'aide de collègues, ont également écrit un document à l'attention des équipes enseignantes concernant l'impact du passage à 28 périodes pour les MDAS-EMR.

À la séance de rentrée des MDAS-EMR, les délégué-e-s ont présenté leur rôle et actions et expliqué pourquoi il est important de devenir membre SPG. Enfin, les délégué-e-s ont participé à une séance avec le responsable de discipline et la chef de service RH pour faire un bilan des activités spécifiques d'après la nouvelle organisation. *(aat)*

## 5. Séances internes

### Commission interne des maître-sse-s de disciplines artistiques et sportives en éducation physique (MDAS EP)

La commission interne des MDAS/ Éducation physique s'est réunie fin septembre. Cette première commission avait pour but de soulever plusieurs dysfonctionnements liés à l'introduction du mercredi matin. Certain-e-s MDAS doivent par exemple accompagner leur classe chez le dentiste ou au théâtre.

D'autres perdent jusqu'à 30 minutes sur leur temps d'enseignement à cause des déplacements dans les salles de gym éloignées de l'école. Les problèmes de surveillance des épreuves cantonales ainsi que les journées sportives qui tombent sur les décharges des titulaires ont été relayés à la DGEO mais n'ont pas obtenu de réponses convaincantes.

Actuellement la SPG collabore étroitement avec l'AGMEP (Association genevoise des maître-sse-s d'éducation physique) pour le suivi des dossiers sur la pénibilité de la fonction ainsi que sur la gestion de fin de carrière. *(cds/ imi)*



Catherine Dechevrens

### Commission interne des enseignant-e-s chargé-e-s du soutien pédagogique (ECSP)

La commission ne s'est réunie qu'une fois cette année. Les collègues qui organisent les séances ont toutes et tous été occupés par la rédaction et la reddition de leur mémoire de CAS ECSP, formation intéressante, mais assez lourde. Lors de cette unique séance, les membres du groupe des ECSP se sont encouragés pour résister à un envahissement de l'administratif en lien avec leur fonction: rapports sur les suivis des élèves, justifications du temps investi pour les appuis lecture, etc. Si le rendre compte est nécessaire, il ne doit pas alourdir la charge au-delà du raisonnable. Pour le reste, la demande récurrente d'obtenir des postes informatiques n'est toujours pas honorée, malgré les promesses. Il faudra y revenir. Pour la dotation des périodes, certains établissements ont été surpris en bien, d'autres plutôt déçus. Il faudra aussi suivre l'évolution des chiffres. Les collègues ECSP se plaignent également de ne pas avoir tout le matériel lorsque des nouveaux moyens d'enseignement sont livrés dans les écoles. Même si cela est parfois aussi le cas pour les titulaires, cette situation est particulièrement handicapante pour leur travail auprès d'élèves de plusieurs degrés. *(lvé)*

### Site internet

Le site internet est mis à jour régulièrement. Des nouvelles sont postées sur la page d'accueil aussi souvent que nécessaire. De nouveaux dossiers ont été ajoutés et les liens sont établis avec des sites de nos partenaires.

Le bureau doit chercher à rendre plus visibles les prises de position, surtout pour les visiteurs de nos pages externes à la SPG.

Un travail important pour étoffer notre partie «dossiers» devra être mené ces prochaines années. *(lvé)*



### Membres SPG

Au 15 avril 2015, la SPG comptait 1420 membres.

## 6. Liste des délégué-e-s

**AD SPG – bureau:** Eckert Valérie, Golaz Sabine, Hayoz Rachel, Muza Christine, Pot Marina

**AD SPG – délégué-e-s:** Andres Marie-Jose, Babey Aurelie, Bogensberger Christophe, Brun Colette, Budliger Nicole, Capponi Cecile, Castro Miguel, Chappot Carine, Cipelli Sandra, Combe Christine, Degoumois Gonzalez Hernandez Sandrine, Desbaillet Gur Catherine, Dumuid Valentin, Fiorina Julien,

Freidig Coralie, Furer Anne, Golaz Sabine, Gonzalez Alexandra, Hayoz Rachel, Hirsch Audrey, Hochstrasser Philippe, Hottelier Marc, Jolti Magali, Kunzli Leclerc Dominique, Langer Eveline, Maillefer Anne, Maso Myriam, Mattmann Dominique, Mazzarolo Loris, Melo Tetaz Cynthia, Michel Malika, Miville Caroline, Muza Christine, Noirjean Valerie, Paita Catherine, Ponte Adolfo, Rossier Genevieve, Sigwart Patricia, Strazza Valerie, Thevenoz Claire, Tiercy Sylvia, Tinivella Aeschimann Catherine, Tozzini Denise, Vallet Manuelle, Vernain-Perriot Liesbeth, Voeffray Nathalie, Wicki Audrey, Wittgenstein Dominique

**Suppléant-e-s:** Becerra Francisco, Bonnot Salome, Breda Katja, Chablaix Pfister Katia, Cominoli Chantal, Delez-Emery Valerie, Egger Laurence, Fiala Inzaurrealde Nahson Cleo, Fillietaz Estelle, Friedli Isabelle, Giacomini Sabrina, Golan Karin, Jeandet Pierre, Magnin Marpessa, Maradan Mathilde, Martin Aurelie, Nogueira David, Pfiffner Sara, Rothen Lucie, Vagneux Loïc, Wasem Christophe, Zambuto Silvia.

**Cartel – bureau:** Laurent Vité

**Cartel – comité:** Olivier Baud, Carlo Donati, Laurent Vité,

**Cartel - Conseil d'État:** Olivier Baud, Laurent Vité

**CPEG – délégué-e-s:** Olivier Baud, Dominique Blanc, Katja Breda, Valérie Délez Emery, Laurent Fivaz, Anne Fürer, Carine Guex, Marc Houvet, Jean-Michel Moery, Pierre Pricat, Suzanne Schoeb, Anne Sprungli

**Commission cantonale d'éducation routière:** Marina Pot

**Commission consultative du soutien aux élèves en difficultés:** Laurent Vité, remplaçant: Germain Thomas Rodriguez

**Commission culturelle:** Catherine Tinivella Aeschimann

**Commission de l'enseignement de l'allemand (CEA):** Carine Guex

**Commission de fonctionnement de l'enseignement obligatoire:** Valérie Primatesta Gaud, Laurent Vité

**Commission de l'enseignement des langues et cultures d'origine (ELCO):** Germain Thomas Rodriguez

**Commission de l'enseignement des mathématiques (CEM):** Carine Guex

**Commission de liaison DGEP-SLE:** Julien Fiorina, Magali Jolti, Marina Pot

**Commission des moyens d'enseignement, fournitures scolaires et équipements (COMEFE):** Adolfo Ponte, Marina Pot, Marianne Sottas

**Commission du personnel de l'OMP (CP):** Olivier Baud



## 6. Liste des délégué-e-s

**Commission interne de l'enseignement et de l'éducation spécialisés:** Sarah Achahour-Taeschler, Denise Aebersold, Olivier Baud, Jacqueline Barbon, Marie-Laure Danalet, Anne-Lillia Fernandez (répondante), Luc Lavarini, Valérie Primatesta-Gaud, Alexandre Schwartz, Séverine Théodoloz, Laurent Vité

**Commission interne des MDAS AV:** Brigitte Aymon, Véronique Chevrot, Suzanne Koehli Fiander, Dominique Kunzli Leclerc, Marie Larequi, Thierry Leclerc, Marie-Laure Miazza, Florence Orтели, Marianne Sottas, Manuelle Valet, Anne-Marie Weber

**Commission interne des MDAS EP:** Catherine Dechevrens, Isabelle Maulini

**Commission interne sur l'horaire scolaire:** Sabine Golaz, Isabelle Maulini, Marina Pot, Élodie Viret, Laurent Vité

**Commission interne ECSP:** François Lligona, Germain Thomas Rodriguez, Laurent Vité, Diego Zinetti

**Commission paritaire de la formation:** Carine Guex, Eveline Langer, Isabelle Maulini, Claire Ragno Paquier, Laurent Vité

**Commission paritaire du statut du PE – B 5 10.04:** Olivier Baud, Laurent Vité

**Commission pédagogique:** le comité

**Conférence de l'instruction publique (CIP):** Magali Jolti

**Conseil du service écoles-médias (SEM):** Marc Houvet

**Educateur – rédaction cantonale:** Carine Guex

**Fédération des enseignantes et enseignant-e-s genevois (FEG):** Carine Guex, Laurent Vité

**Commission bilatérale SPG/DGEO:** le comité

**Fonds d'entraide de l'EP (FEEP) – comité:** Nicole Dupraz, Pierre Flamand, Martine Francart, Pascal Hayoz, Brigitte Koller-Hayoz, Nicole Schlaepi

**Assemblée de l'IUFE:** Isabelle Maulini

**Groupe de coordination DIP IUFE:** Laurent Vité

**Groupe des enseignant-e-s de musique et de rythmique (GEMR):** Aurore Acclément, Stéphanie Biederman, Hélène Nicolet

**Groupe de pilotage du réseau d'enseignement prioritaire (REP):** Laurent Vité

**Délégation pour les séances avec la direction de l'Office médico-pédagogique (OMP):** Denise Aebersold Agguzzi, Marie-Laure Danalet, Anne-Lillia Fernandez, Luc Lavarini, Séverine Théodoloz, Laurent Vité

**Délégation pour les séances avec le GAPP:** le comité

**Délégation pour les séances avec la/le conseillère/er d'État en charge du DIP:** le comité

**SER/AD:** Jacqueline Batschelet, Carine Guex, Dominique Kunzli Leclerc, Isabelle Maulini, Valérie Primatesta Gaud, Monique Othenin-Girard, Claire Ragno Paquier, Germain Thomas Rodriguez, Suzanne Schoeb, Marina Pot, Yann Volpé.

**SER – comité (CoSER):** Laurent Vité; suppléante: Carine Guex

**SER – Commission pédagogique (CP):** Suzanne Schoeb

**SER – Commission de l'enseignement spécialisé (CES):** vacant

**Site internet:** Cédric Blaser, Laurent Vité

*Nous prions par avance nos membres de bien vouloir nous excuser pour les erreurs ou omissions qui, malgré nos vérifications, subsisteraient dans cette liste. Merci. Le comité*

## Charges d'exploitation au 31 mars 2015

	Charges d'exploitation au 31 mars 2015	Budget 2014/2015	2014/2015	Budget 2015/2016
300000	Cotisations SER + autres	179'000.00	174'409.00	179'000.00
401000	OCAS (ex AVS et allocations familiales)	5'000.00	4'838.35	5'000.00
402000	LPP (dès 01.01.1985)	6'800.00	9'296.70	6'800.00
403000	LAA Assurance accidents	900.00	826.85	900.00
404000	APG Assurance maladie perte de gains	1'000.00	659.00	1'000.00
410000	Traitement du président	160'000.00	157'060.90	160'000.00
411000	Appointements secrétariat et autres	60'000.00	60'478.15	64'000.00
412000	Défraissements de fonctionnement	13'000.00	17'445.20	13'000.00
420000	Loyer bureaux et parking	32'500.00	32'033.55	32'500.00
430000	Frais bancaires et postaux	1'300.00	745.35	1'300.00
440000	Entretien, réparations matériel et mobilier	5'000.00	4'259.15	5'000.00
450000	Amortissements	5'000.00	5'000.00	5'000.00
460000	Electricité, téléphone	4'500.00	4'392.60	4'500.00
470001	Frais postaux, affranchissement, etc.	4'500.00	4'065.85	4'500.00
470002	Secrétariat - impressions	3'500.00	2'842.15	3'500.00
470003	Abonnements journaux	1'000.00	520.00	750.00
480001	Relations	4'000.00	3'978.80	4'000.00
480002	FEG	1'600.00	1'659.20	1'600.00
480005	Soutien juridique	34'900.00	42'740.50	33'000.00
480006	Fonds de lutte	0.00	4'149.00	0.00
490001	Réunions, réceptions Genève	2'500.00	247.35	2'500.00
490002	AD et AGE	2'500.00	764.20	2'500.00
490003	AGO	14'000.00	9'247.30	11'000.00
490004	Frais de déplacements	5'000.00	4'485.25	5'000.00
	<u>Total des charges d'exploitation</u>	547'500.00	546'144.40	546'350.00
		=====	=====	=====

## Produits d'exploitation au 31 mars 2015

	<b>Produits d'exploitation au 31 mars 2015</b>	Budget 2014/2015	2014/2015	Budget 2015/2016
500001	Cotisations à recevoir	18'000.00	9'301.10	10'000.00
500002	Cotisations reçues année courante	500'000.00	509'170.25	508'000.00
500003	Cotisations extraordinaires	0.00	130.00	0.00
600000	Amendes AGO	3'500.00	1'885.00	2'500.00
610000	Dons	0.00	125.00	0.00
620001	Jetons de présence	0.00	627.50	0.00
620002	Ristournes et intérêts	1'400.00	2'14.55	700.00
630000	FEG	0.00	0.00	0.00
640000	Fonds de lutte	4'500.00	4'143.00	4'000.00
650000	Soutien juridique	13'000.00	13'810.00	13'000.00
	Total des produits d'exploitation	540'400.00	539'406.40	538'200.00
	./. charges d'exploitation	547'500.00	546'144.40	546'350.00
	<u>Résultat de l'exercice 2014/2015</u>	7'500.00	6'738.00	8'150.00
		=====	=====	=====
		<b>PERTE</b>	<b>PERTE</b>	<b>PERTE</b>

## Bilan au 31 mars 2015

ACTIFS		PASSIFS	
100001	Caisse I	494.35	Transitoires
100002	Caisse II	0.00	Capital
101000	Postfinance (ex. CPP)	30'008.97	- perte de l'ex. 2014/15
101001	Postfinance é-Epargne	20'000.00	
102003	Banque Coop	48'563.00	
102004	Banque Migros	139'250.15	
103000	Membres débiteurs	10'180.80	
110001	2 parts sociales BCGE	500.00	
111000	Matériel, mobilier	15'091.00	
		<hr/>	<hr/>
		264'088.27	264'088.27
		=====	=====
			39'264.85
			224'823.42

Genève, le 07 avril 2015/JB

Germain Thomas Rodriguez

## 7. Rapports de comptes

### Fonds de lutte au 31 mars 2015

01.04.2015	Banque Coop au 31.03.2014		CHF	44'685.55
30.06.2014	Virement résultat exercice 2013/14		CHF	3'788.00
31.12.2014	Intérêts nets		CHF	<u>93.15</u>
			CHF	48'566.70
31.12.2014	Frais liés aux prestations	-	CHF	<u>3.70</u>
31.03.2015	Solde selon relevé		CHF	48'563.00
31.03.2015	Résultat de l'ex. 2014/2015	-	CHF	<u>6.00</u>
	Solde Banque Coop après virt 2014/15		CHF	48'557.00
				=====

#### Charges d'exploitation exercice 2014/2015

09.12.2014	Part. SPG à FAMCO pr recours TF		CHF	2'300.00
15.12.2014	CGAS Pte enfance restitution exc.13/14	-	CHF	151.00
05.02.2015	Part. SPG à campagne CARTEL		CHF	<u>2'000.00</u>
			CHF	4.149.00
				=====

#### Produits d'exploitation exercice 2014/2015

31.03.2015	1381 X CHF 3.00		CHF	4'143.00
31.03.2015	Résultat de l'ex. 2014/15		CHF	<u>6.00</u>
			CHF	4'149.00
				=====

## 7. Rapports de comptes

### Soutien juridique au 31 mars 2015

01.04.2015	Banque Migros au 31.03.2014	CHF	166'085.85
30.06.2014	Virement résultat ex. 2013/14	CHF	<u>4'987.40</u>
		CHF	171'073.25
17.10.2014	*Protakta protection juridique 2014/2015	- CHF	<u>31'870.70</u>
		CHF	139'202.55
31.12.2014	Intérêts nets	CHF	<u>90.80</u>
		CHF	139'293.35
31.12.2014	Frais de port	- CHF	10.20
31.01.2015	Frais tenue compte année 2014	- CHF	<u>33.00</u>
31.03.2015	Solde Banque Migros	CHF	139'250.15
31.03.2015	Résultat exercice 2014/2015	CHF	<u>2'940.20</u>
31.03.2015	Solde Banque Migros après virt. 2014/15	CHF	142'190.35
			=====

#### Charges d'exploitation exercice 2014/2015

18.06.2014	Affaire I	CHF	2'500.00
10.09.2014	Affaire I bis	CHF	1'000.00
18.09.2014	Me Waeber, part. SPG "retraite enseignants"	CHF	3'369.80
09.10.2014	Affaire II	CHF	1'500.00
17.10.2014	*Protakta protection juridique 2014/2015, payé par Banque Migros	CHF	0.00
15.12.2014	Affaire III	CHF	<u>2'500.00</u>
		CHF	10'869.80
31.03.2015	Résultat de l'ex. 2014/2015	CHF	<u>2'940.20</u>
		CHF	13'810.00
			=====

#### Produits d'exploitation exercice 2014/2015

31.03.2015	1381 x CHF 10.00	CHF	13'810.00
			=====



### **Rapport des vérificateurs des comptes de la Société pédagogique genevoise**

#### **Exercice 2014/2015**

Conformément au mandat reçu lors de l'assemblée générale ordinaire du 26 mai 2014, nous soussignés, Philippe HOCHSTRASSER et Ernesto PALAZON avons effectué le lundi 13 avril 2015 la vérification des comptes de la Société pédagogique genevoise tenus par notre ex-trésorière, Jacqueline Batschelet.

Après avoir examiné le compte d'exploitation 2014/2015 et les pièces qui s'y rapportent, ainsi que les bilans au 31 mars 2015, nous pouvons certifier que ceux-ci sont tenus avec rigueur et précision.

Ainsi, nous attestons que les comptes de la Société pédagogique genevoise sont exacts.

Nous demandons donc à l'Assemblée, ici présente, de donner décharge à l'ex-trésorière pour sa parfaite tenue des comptes durant le dernier exercice

Les vérificateurs :

Ernesto PALZON

Philippe HOCHSTRASSER

Fait à Genève, le 13 avril 2015.

## 8. Abréviations et sigles

ACT	Activités créatrices sur textiles	ELCO	Enseignant en langue et culture d'origine
AD	Assemblée des délégués	EP	Enseignement primaire
ADEFEP	Association des étudiants en formation enseignement primaire	EPP	Enseignant en période probatoire
AG	Assemblée générale	FEEP	Fonds d'entraide de l'enseignement primaire
AGDEP	Association genevoise des directeurs de l'enseignement primaire	FEG	Fédération des enseignant-e-s genevois
AV	Arts visuels	FEP	Formation en enseignement primaire
BSEP	Baccalauréat en sciences de l'éducation - orientation enseignement primaire	FPSE	Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation
CAS	Certificat d'études avancées	GAPP	Grouperment des associations de parents d'élèves du primaire
CCEP	Certificat complémentaire en enseignement primaire	EMR	Groupe des enseignant-e-s de musique et de rythmique
CCISPH	Commission consultative de l'intégration scolaire des personnes handicapées	HARMOS	Harmonisation scolaire suisse
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique	IUFE	Institut universitaire de formation des enseignant-e-s
CE	Coordination enseignement	LIP	Loi sur l'instruction publique
CEA	Commission de l'enseignement de l'allemand	MA	Maître adjoint
CEM	Commission de l'enseignement des mathématiques	MESP	Maîtrise en pédagogie spécialisée - orientation enseignement spécialisé
CES-SER	Commission de l'enseignement spécialisé du SER	MDAS	Maître-esse de disciplines artistiques et sportives
CIIP	Conférence intercantonale des directrices et directeurs de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin	OMP	Office médico-pédagogique
CIP	Conférence de l'instruction publique	OPE	Office du personnel de l'État
CMP	Centre médico-pédagogique	PAT	Personnel administratif et technique
CLACC	Classe d'accueil	PE	Personnel enseignant
CO	Cycle d'orientation	PER	Plan d'études romand
COFOEP	Commission paritaire de la formation de l'enseignement primaire	PEL	Portfolio européen des langues
COMEFE	Commission des moyens d'enseignement, des fournitures et des équipements	PL	Projet de loi
CoSER	Comité du SER	PLEND	Plan d'encouragement au départ anticipé
CPEG	Caisse de prévoyance de l'État de Genève	PO	Post obligatoire
CRDP	Centre de ressources et de documentation pédagogiques	REP	Réseau d'enseignement prioritaire
DG	Direction générale	RH	Ressources humaines
DGEO	Direction générale de l'enseignement obligatoire	SCORE	système compétences-rémunération-évaluation
DIP	Département de l'instruction publique	SEM	Service écoles-médias
ECDIP	Economat du département de l'instruction publique	SER	Syndicat des enseignant-e-s romands
ECSP	Enseignant chargé du soutien pédagogique	SEREP	Service des remplacements
EEDP	Entretien d'évaluation et de développement du personnel	SFSS	Secrétariat à la formation scolaire spéciale
		SGIPA	Société genevoise pour l'intégration professionnelle d'adolescents et d'adultes
		SIEF	Système d'information pour l'éducation et la formation
		SIGNA	Signalement des actes de violence en milieu scolaire
		SLE	Service des loisirs éducatifs
		SRED	Service de la recherche en éducation
		SSJ	Service de santé de la jeunesse